



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 54 – 9 DECEMBRE 2016

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

SAHEL :
SUPPRESSION
DES FRAIS DE
ROAMING
ENTRE CINQ
PAYS

SURPECHE :
LA CNUCED S'INQUIETE
POUR L'AFRIQUE

COTE D'IVOIRE :
L'ÉTAT VA CEDER 90 %
DU CAPITAL DE LA
COMPAGNIE
IVOIRIENNE POUR LE
DÉVELOPPEMENT DES
TEXTILES

ZIMBABWE :
INTRODUCTION
EFFECTIVE DES BILLETS
D'OBLIGATIONS

NIGERIA : GE
POURRAIT CONSTRUIRE
5 CENTRALES
ELECTRIQUES DANS LE
NORD DU PAYS

NOUVEL ACCORD
CONCERNANT
L'AUTORITE
FERROVIAIRE
TANZANIE-ZAMBIE
(TAZARA)

ETHIOPIE :
45 MILLIONS DE
PASSAGERS
TRANSPORTES PAR LE
TRAMWAY D'ADDIS-
ABEBA

AFRIQUE DU SUD :
LANCEMENT PAR
NEDBANK D'ATM
INTERACTIFS
NOUVELLE-
GENERATION

GABON :
L'AFD RENOUVELLE SA
PARTICIPATION AU
PRODIAG



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ BAfD : Akinwumi Adesina finalise la liste de ses huit vice-présidents

Akinwumi Ayodeji Adesina, le président de la Banque africaine de développement (BAfD) entré en fonction le 1^{er} septembre 2015, a finalisé la liste de ses huit vice-présidents. Pour changer en profondeur la BAfD, et en faire un organisme plus efficace, Akinwumi Adesina s'est entouré d'une équipe venue des plus grandes institutions : Banque mondiale, Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi)...Deux femmes (dont la vice-présidente principale, Frannie Léautier) et six hommes, six Africains (cinq Subsahariens et un Nord-Africain) et deux Occidentaux (un Belge et une Américano-Suisse)... Surtout, autant de francophones que d'anglophones.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Surpêche : la Cnuced s'inquiète pour l'Afrique

L'immense majorité des zones de pêche sont surexploitées, notamment en Afrique, prévient la Conférence des Nations unies, qui appelle à mettre un terme aux subventions à la pêche, accusée de favoriser la surexploitation et d'épuiser les réserves de poisson. Dans un communiqué publié le 5 décembre, l'organisation accuse ces aides d'État de constituer une forme de concurrence déloyale et de provoquer du chômage en entraînant la disparition des zones de pêche artisanales. En 2014, 38 millions de personnes dans le monde travaillaient dans l'industrie de la pêche, dont 5,4 millions en Afrique. À l'heure actuelle, la moitié des réserves de poissons situées au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest sont considérées comme en état de surpêche.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ Afrique de l'Ouest : augmentation de 29% de la production prévisionnelle de coton

La récolte de coton qui démarre en Afrique de l'Ouest devrait afficher des résultats supérieurs de +14% en volume (1,1 million de tonnes de coton-fibre supplémentaires) selon le Comité consultatif international du coton. Les deux principaux producteurs du continent qui sont le Burkina Faso et le Mali, pour qui le coton est l'une des premières sources d'entrée de devises, devraient afficher les progressions les plus fortes. Une augmentation de 29 % du volume pour le Burkina Faso (314 000 tonnes supplémentaires) et de 25 % pour le Mali (314 000 tonnes supplémentaires) est attendue. Au Burkina Faso, ce rebond suscite l'enthousiasme après la rupture totale avec les OGM de l'américain Monsanto, introduits en 2008.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Sahel : suppression des frais de *roaming* entre cinq pays

Pour les membres du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), la suppression des frais de *roaming* constitue une décision majeure et devrait contribuer au renforcement de la coopération économique, sécuritaire, commerciale et culturelle dans la sous-région. Cette mesure intervient en cohérence avec la décision récente de suppression des visas, mesure dont les modalités de mise en œuvre sont en cours d'examen par les ministres des Affaires étrangères des différents Etats.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nouvel accord concernant l'Autorité ferroviaire Tanzanie-Zambie (Tazara)**

Les chefs d'Etat tanzanien et zambien, John Magufuli et Edgar Lungu ont échangé lors de la visite de ce dernier en Tanzanie sur la sous-performance de l'Autorité ferroviaire Tazara. Cette agence établie en 1970 est chargée de la gestion d'une ligne ferroviaire de 1860 km reliant les deux pays et cumule un stock de dette de près de 800 M USD. Le nouvel accord permet de recruter l'équipe de direction sur la base de critères de compétence et non plus seulement de nationalité. Le poste de directeur général était jusqu'à maintenant réservé à un Zambien, son adjoint devant être tanzanien. 300 M USD seraient nécessaires pour restaurer la situation financière de Tazara.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) accorde 7 Mds FCFA au Tchad et une garantie de 10 Mds FCFA à Ecobank Congo**

Le conseil d'administration de la BDEAC réuni le 29 novembre dernier a approuvé au titre des nouveaux prêts, l'octroi d'un prêt complémentaire d'un montant de 7 Mds FCFA en faveur du complexe industriel d'exploitation des ruminants à Djarmaya, après celui de 20 Mds FCFA approuvé en 2014. Le conseil a également émis un avis favorable pour l'octroi d'une garantie de 10 Mds FCFA en faveur d'Ecobank Congo, pour le financement partiel des approvisionnements en produits pétroliers raffinés de la Société nationale des pétroles du Congo (SNPC).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : Fitch et Moody's accordent un délai supplémentaire aux autorités sud-africaines

Le 25 novembre, les deux agences de notation Moody's et Fitch ont maintenu leur notation souveraine (en devises et monnaie locale), respectivement à 2 (Baa2) et 1 (BBB-) cran(s) au-dessus de la catégorie spéculative. Toutefois, Fitch a placé la sienne sous perspective négative, rejoignant ainsi celle de Moody's. Fitch pointe notamment l'incertitude politique en matière de gouvernance et de conduite des réformes, du fait notamment des tensions au sein de l'ANC. Les agences déplorent la faiblesse de l'activité qui pèse sur les recettes budgétaires et in fine sur les finances publiques.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : dégradation de la note souveraine en défaut sélectif par Fitch

Le 30 novembre, l'agence de notation Fitch a dégradé de deux crans la note souveraine à long terme en devises à RD (défaut sélectif). La décision reflète la confirmation, parue dans un document du ministère de l'Economie du 21 novembre, du non-paiement de l'échéance du 23 mai du capital et intérêts dus sur le prêt de 535 M USD contracté par la société *Mozambique Asset Management*. Le document confirme également que ce prêt bénéficie d'une garantie publique du Mozambique et que le montant total des arriérés s'élève à 175,5 M USD.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : introduction effective des billets d'obligations

La Banque centrale zimbabwéenne a annoncé l'introduction des billets d'obligations (*bond notes*) le 28 novembre, l'objectif étant, à terme, d'émettre pour un montant de 75 M USD. L'émission initiale porte sur des coupures de 1 et 2 dollars pour un montant respectif de 2 et 10 M USD. Annoncée en 4 mai 2016 puis reportée, cette mesure vise à pallier le manque de devises en lançant une nouvelle monnaie indexée au dollar US. Le financement de ces *bond notes* est assuré par une facilité de crédit de 200 M USD adossée à un emprunt équivalent auprès de l'*AfreximBank*. Les agents économiques craignent que les autorités monétaires multiplient le recours à cet instrument au risque d'ouvrir la voie à un retour à une inflation marquée.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Nigéria prévoit d'émettre son eurobond au 1^{er} trimestre 2017

Bien que ce point soit encore largement débattu, d'après le Vice-président Yemi Osinbajo, le Nigéria espère conclure l'émission de son eurobond d'1 Md USD avant la fin du 1^{er} trimestre 2017. Le gouvernement voulait initialement émettre cet eurobond cette année pour aider à financer son budget record de 6 600 Mds NGN (19,9 Mds USD), en s'appuyant également sur des prêts concessionnels. Selon le journal *BusinessDay*, en retardant la vente de son eurobond, le Nigéria cherche à gagner du temps pour reformer son régime de change, craignant que l'appétit des investisseurs puisse être réduit jusqu'à ce que le pays face véritablement flotter sa monnaie.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la balance commerciale presque à l'équilibre au 3^{ème} trimestre 2016

Au 3^{ème} trimestre, le commerce extérieur a atteint 4700 Mds NGN (15,5 Mds USD, à 305 NGN / 1 USD), soit une augmentation de 16,3 % par rapport au T2. Les exportations ont atteint 2300 Mds NGN (7,6 Mds USD), en hausse de 29,1 %, tandis que les importations se sont établies à 2400 Mds NGN (7,9 Mds USD), progressant de 6,2 %. Du fait de l'augmentation des exportations, le déficit commercial est passé de -484 Mds NGN (-1,6 Md USD) au T2 2016 à -104 Mds NGN (-340 M USD) au T3 2016. Les exportations de pétrole brut ont progressé de 30,9 % par rapport au précédent trimestre, pour atteindre 1900 Mds NGN (6,4 Mds USD).

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le budget 2017 de l'Etat de Lagos en hausse de 23 % à 813 Mds NGN (2,7 Mds USD)

La proposition de budget de l'Etat de Lagos pour 2017 atteint 813 Mds NGN (2,7 Mds USD, à 305 NGN/1 USD), soit une hausse de 23 % par rapport à 2016. Sur ces 813 Mds NGN, 37 % sont dédiés aux dépenses de fonctionnement et 63 % aux investissements en capital, le budget 2017 se concentrant sur le développement des infrastructures notamment routières. Selon la start-up civique *BudgIT*, les recettes de l'Etat de Lagos se sont élevées à 30,9 Mds NGN (environ 100 M USD) par mois en moyenne entre janvier et juin 2016, dont 72 % générées localement. Sur cette même période, les dépenses de l'Etat ont atteint en moyenne 23,2 Mds NGN par mois. L'endettement de l'Etat atteint 456,8 Mds NGN (1,5 Mds USD), constitué à 52 % de dette externe.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'indice des prix à la production en hausse de 0,1 point en octobre 2016

L'inflation par les prix à la production a augmenté de 0,1 point pour atteindre 9,8 % en octobre 2016, tirée principalement par le secteur minier (22 % en octobre 2016, contre 14,7 % en septembre 2016). Cette faible hausse intervient dans un contexte macroéconomique marqué par un ralentissement de la hausse des prix à la consommation (15,8 %) et d'un léger assouplissement de la politique monétaire à la veille de l'élection présidentielle, avec pour la première fois depuis 2011 un abaissement du taux directeur, à 25,5 % contre 26 % depuis novembre 2015.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : présentation du Medium Term 2017 Budget Policy Statement

Le ministre des Finances a présenté les perspectives budgétaires de moyen terme. Le niveau des dépenses budgétaires au premier trimestre 2006/17 (387,6 Mds KES soit 3,5 Mds EUR) a été inférieur de 26,5 % aux estimations et les recettes (313,6 Mds KES soit 2,9 Mds EUR) ont été inférieures de 4,4 % à leur niveau estimé. Au rythme actuel, le déficit public annuel pourrait s'établir à 6,9 % du PIB au cours de l'année budgétaire contre 9,7 % estimés. Le FMI s'est toutefois interrogé sur la poursuite des efforts de « consolidation budgétaire » au cours de la deuxième moitié de l'année. Les mesures visant à contenir les effets négatifs de la sécheresse, tout comme le contexte électoral, pourraient alourdir les dépenses publiques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : dégradation attendue de la balance commerciale en 2016**

Selon *Statistics Mauritius*, le déficit de la balance commerciale devrait repartir à la hausse en 2016 et s'approcher de 79,5 Mds MUR (2 Mds EUR, soit 17,1 % du PIB). La valeur des exportations pour l'année en cours est estimée à 88 Mds MUR (2,2 Mds EUR), soit une baisse annuelle de 6,5 %, tandis que le montant des importations devrait atteindre 167,5 Mds MUR (4,2 Mds EUR), un volume stable par rapport à 2015. Le creusement attendu du commerce extérieur en 2016 (+ 7,4 %) est mis sur le compte des difficultés auxquelles fait face le secteur manufacturier mauricien, situation accentuée par le Brexit et la baisse de la livre sterling, le Royaume-Uni étant le premier débouché du pays.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : perception plutôt négative de l'évolution de l'économie par les consommateurs mauriciens**

Le dernier indice de confiance des consommateurs, publié par *Kantar TNS avec AIM (Analysis Institute of Management)*, fait ressortir que la perception de l'économie mauricienne et de son évolution apparaissent plus négatives au 3^{ème} trimestre 2016 qu'au début de l'année, notamment parmi les catégories professionnelles aisée et moyenne. Par contre, la perception par rapport aux perspectives d'emplois s'est légèrement améliorée, les sondés étant moins négatifs ou plus indécis sur ce sujet, tandis que l'indice reflétant le contexte favorable ou non à l'achat de biens de consommation durables enregistre également une légère progression.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : hausse des prix à la consommation au premier semestre 2016**

La direction générale de la statistique a annoncé une augmentation de l'indice général des prix entre juin 2015 et juin 2016 d'1,3 %. Parmi les principaux postes d'augmentation, les biens et services divers (+32,2 %), les transports (+11,1 %), les loisirs et la culture (+10,5 %). Les prix de l'essence et du gasoil à la pompe ont également augmenté de 10 XAF depuis le 1^{er} décembre.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : un système de *Ponzi* prend de l'ampleur dans le pays et inquiète les autorités

D'après *Quartz Africa*, 2,4 M de Nigériens se sont tournés vers *Mavrodi Mondial Moneybox* (MMM), un système de *Ponzi* russe lancé il y a plusieurs décennies. Se présentant comme un fonds d'aide mutuelle, ce dispositif promet un rendement de 30 % par mois après un don initial, les versements des nouveaux entrants rémunérant les « investisseurs » plus anciens. Alors que le site de la MMM est devenu plus populaire que Facebook dans le pays, la Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié une mise en garde, et les enquêtes fédérales se multiplient. Néanmoins, la lutte contre cette arnaque risque de s'avérer difficile pour les autorités car elle ne repose pas sur un système centralisé mais des transferts directs entre participants.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : adoption d'un projet de loi de lutte contre la corruption

Les députés nigériens viennent d'adopter le projet de loi portant création de la Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées (HALCIA). Ce projet de loi devrait faciliter la coopération avec les institutions financières.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : 40 M USD par la Banque Mondiale pour décongestionner les ports d'Apapa

D'après *Leadership*, la Société financière internationale (SFI – groupe Banque mondiale), l'Autorité portuaire du Nigéria (NPA) et le *Nigeria Shippers Council* (NSC), en collaboration avec l'Etat de Lagos, ont conclu un accord de 40 M USD pour décongestionner les infrastructures portuaires d'Apapa, en construisant des terminaux intermédiaires automatisés de déchargement pour les camions à travers le pays. De son côté, selon *Premium Times*, la Banque islamique de développement (BID) devrait investir 35 M USD dans l'Etat de Jigawa pour soutenir les agriculteurs ruraux, renforcer leurs capacités, accroître la production végétale et encourager la transformation du secteur.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : GE pourrait construire 5 centrales électriques dans le nord du pays

D'après *Premium Times*, le Forum des gouverneurs des Etats du nord et General Electric International ont signé un *Memorandum of Understanding* (MoU) pour la construction de cinq centrales solaires dans le nord du Nigéria. Situées dans les Etats de Borno, Kebbi, Nassarawa, Niger et Taraba, ces centrales devraient produire 500 MW d'électricité. C'est le second coup majeur en cette fin d'année pour General Electric au Nigéria. Par ailleurs, le groupe américain s'est positionné pour rénover les lignes en gauge étroite de la *Nigerian Railway Company* (NRC), moyennant 2,2 Mds USD d'investissements. Selon Jeune Afrique, le cabinet d'expertise ferroviaire belge Vecturis est d'ailleurs pressenti pour une collaboration sur le projet avec GE.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : Bouygues Construction a réalisé la 1^{ère} phase de l'expansion du Ridge Hospital

La première phase des travaux d'expansion de l'hôpital régional du Grand Accra, Ridge Hospital, a été inaugurée le 30 novembre 2016. Financé par l'Exim Bank américaine et la banque HSBC, ce projet d'expansion et de réhabilitation de 250 M USD a été mené par le groupe français Bouygues Construction sous la forme d'un contrat *Design and Build*. Disposant de 420 lits, cet hôpital est le premier à disposer de la certification environnementale LEED en Afrique subsaharienne, et bénéficie des dernières technologies en matière de soins de santé. La seconde phase de l'expansion devrait s'achever dans les deux années à venir.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la Chambre des représentants approuve un prêt de 10 M USD pour l'approvisionnement en eau en milieu urbain

Selon le *Daily Observer*, un accord de 10 M USD a été signé entre le Libéria et l'Association internationale de développement (AID – groupe Banque mondiale), visant à accroître l'accès aux services d'approvisionnement en eau à 12 communautés de Monrovia et de ses environs et à améliorer l'efficacité opérationnelle de la Société d'eau et d'assainissement du Libéria (LWSC).

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : validation du prêt koweïtien pour le financement d'infrastructures routières**

Le conseil des ministres du 30 novembre a ratifié l'accord de prêt de 14 Mds FCFA (21 M EUR) accordé par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe. Ce prêt est destiné au financement partiel du projet de construction et de bitumage de la route nationale N23 Ouahigouya-Djibo.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 12 M EUR du Japon pour le secteur de l'eau**

La Société des eaux de Guinée va lancer dès janvier 2017 des travaux de remplacement de la conduite d'eau entre Entag et Sangoyah sur une distance de 3,5 kms. Ces travaux de sept mois sont financés par le Japon à hauteur de 13 M USD (12 M EUR). Les travaux seront réalisés par la filiale française *Satom Sogea*.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le conseil d'administration du FMI approuve un décaissement de 25,8 M USD**

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la sixième revue du programme FEC (Facilité élargie de crédit) avec le Mali. Cette décision permet le décaissement immédiat de 19 M DTS (25,8 M USD), portant le total des décaissements de ce programme à 60 M DTS (81,3 M USD). Le conseil d'administration a aussi, à la demande des autorités, approuvé la modification du critère relatif au plafond d'endettement sur la dette extérieure non-concessionnelle.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : le Fonds national de solidarité revoit à la baisse ses projets pour 2017**

Le conseil d'administration du Fonds de solidarité nationale a adopté le 2 décembre 2016 son projet de budget 2017, lequel s'élève à 5 M EUR. Les activités initialement programmées ont connu des changements en raison de la situation sécuritaire et de l'insuffisance des ressources. Le programme 2017 devrait mettre un accent particulier sur la mise en œuvre du projet d'appui à la réinsertion socioéconomique des populations du nord du Mali. Ce projet serait financé sur quatre ans (2017-2021) par la Banque africaine de développement à travers la Facilité d'appui à la transition et le Fonds africain de développement.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : conférence des bailleurs et des investisseurs**

La conférence des bailleurs et des investisseurs de Madagascar s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, les 1^{er} et 2 décembre 2016. La délégation malgache, dirigée par le président de la République et composée d'une dizaine de ministres ainsi que des représentants du secteur privé, a présenté les grands axes du plan national de développement ainsi qu'une cinquantaine de projets structurants. Alors que les autorités malgaches espéraient mobiliser 5,5 Mds USD, un total de 6,4 Mds USD (prêts concessionnels et dons) a été annoncé. A cette occasion, le vice-président de la Banque mondiale a annoncé un financement exceptionnel de 1,3 Mds USD, dont 330 M USD provenant de l'IFC pour le financement du secteur privé.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : étude de faisabilité d'une agence d'urbanisme à Antananarivo**

Avec l'appui de l'AFD, une étude de faisabilité sera réalisée par le consortium IMV - IAU IDF - AGORAH pour déterminer le périmètre géographique, les thématiques prioritaires d'actions, la gouvernance, le statut juridique et le modèle économique d'une agence d'urbanisme au service des collectivités locales pour mieux maîtriser le développement urbain. Le rapport final est attendu pour mai 2017. Le projet passera en instruction et pourrait bénéficier d'un financement AFD pendant les 4 premières années. L'étude visera également à mobiliser d'autres sources de financement pour la pérennité de l'agence.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : appui au secteur énergie par la BAfD**

Le conseil d'administration de la BAfD a approuvé le financement du programme d'appui à la réforme du secteur de l'énergie (PARSE) de Madagascar. Financé à hauteur de 19 M USD par le Fonds africain de développement, les objectifs de ce programme sont : i) l'amélioration du cadre de gouvernance et de la gestion financière de la compagnie nationale d'électricité (JIRAMA), ii) l'amélioration de l'efficacité de la production d'électricité et la réduction des délestages électriques. Ce programme vient compléter le projet d'amélioration de la gouvernance et des opérations du secteur électrique (PAGOSE) de la Banque mondiale.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : 195 M USD de la BAfD pour le développement de l'agriculture**

L'Ouganda recevra 195 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD) pour soutenir deux projets agricoles, dans le cadre de sa *Feed Africa Strategy*, sur un budget africain global de 2,4 Mds USD. En Ouganda, ce financement sera utilisé au développement des chaînes de valeur ajoutée agricole (110 M USD) et des infrastructures (85 M USD). D'après la représentation de la BAfD en Ouganda, ce programme a été mis en place en concertation avec les agences de développement bilatérales concernées (notamment USAID et DFID) et les autres organisations internationales telles que la FAO, le FIDA et la Banque mondiale.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : l'Etat s'apprête à lever 150 Mds FCFA sur le marché régional**

Selon Jeune Afrique, la République du Congo s'apprête à lever son premier emprunt obligataire de 150 Mds FCFA (228,6 M EUR), sur le marché financier de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC). D'une valeur nominale de 10 000 FCFA (15,2 EUR), il devrait servir au financement des projets de développement inscrits au budget 2016 de l'État et à l'apurement partiel de la dette intérieure. Assorti d'un coupon de 6,5 % par an (net d'impôts pour les résidents de l'espace CEMAC), sa maturité est de 5 ans, avec un différé de remboursement d'un an. La période de souscription est prévue du 12 au 22 décembre 2016.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : l'AFD renouvelle sa participation au PRODIAG**

Entre 2011 et 2016, par une subvention de 10,5 Mds FCFA à l'Institut gabonais du développement (IGAD), l'AFD a accompagné le Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon (PRODIAG). Durant la première phase, 1094 unités de production ont été créées, regroupant exploitations vivrières et maraîchères, élevages, et ateliers de transformation. Plus de 2000 personnes ont été touchées par le programme. Face à ces résultats, l'AFD a décidé de reconduire son aide, afin d'agrandir les zones d'action durant la seconde phase. Le PRODIAG, s'inscrit dans une dynamique de réhabilitation de l'agriculture (5 % du PIB), pour contrer la cherté des denrées alimentaires massivement importées.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : projet de rénovation du terminal à conteneurs du port d'Owendo**

La semaine dernière, plusieurs représentants du groupe Bolloré Logistics, l'opérateur exclusif du terminal à conteneurs du port, ont rencontré la ministre des Transports et de la Logistique Flavienne Mfoumou Ondo afin de témoigner de l'intérêt du groupe pour les travaux, estimés à 90 Mds FCFA de rénovation de ses infrastructures. Cette somme prend en compte notamment la construction d'un nouveau quai et la mise en place de portiques afin de fluidifier le trafic. Situé à 15km au sud de Libreville, le port, composé également d'un terminal minéralier opérationnel (COMILOG), est depuis quelques années en situation de saturation.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : les importations de volailles américaines plus faible que prévues

Sur les 9 premiers mois de l'année les importations de portions de volailles non désossées se sont élevées à 230 643 t, dont seulement 8 % en provenance des Etats-Unis. Ces chiffres constituent une surprise dans la mesure où les Sud-Africains pour garantir un maintien dans l'AGOA ont concédé en décembre 2015 aux Américains un quota annuel de 65 000 t de volailles exemptées de tarifs anti-dumping en vigueur sur la volaille américaine. Le quota alloué sur les 3 premiers trimestres n'a été rempli qu'à hauteur de 37 % et les importations ont diminué d'un trimestre sur l'autre. L'Union européenne et le Brésil ont ainsi maintenu leur présence sur ce marché avec respectivement 72 % et 17 % des importations.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : les prix alimentaires continuent de progresser en octobre

Les prix alimentaires (hors boissons alcooliques) ont progressé de 0,9 % entre septembre et octobre 2016. En glissement annuel, le rythme de progression des prix alimentaires est en hausse pour atteindre + 11,7 %, le point le plus haut depuis la crise de 2008. Les effets de la sécheresse continuent de se faire sentir et il faudra attendre le 2^{ème} trimestre 2017 avec notamment la récolte de maïs pour observer une détente des prix alimentaires. Sur un an, les hausses les plus importantes concernent les fruits (+24,8 %), le sucre (+21,3 %), les céréales et le pain (+16,5 %), les légumes (+14,8 %), les huiles et matières grasses (+14,4%) et les produits laitiers et les œufs (+10,5 %).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : vers une hausse de la production de maïs

Les agriculteurs sud-africains prévoient d'augmenter de 35 % les surfaces dédiées à la culture de maïs passant de 1,94 à 2,64 millions d'hectares la surface consacrée à cette culture dans le pays. Le phénomène climatique *La Nina* annonce de meilleures conditions climatiques après les longs mois de sécheresse. En effet, les précipitations qui devraient de nouveau s'abattre sur le pays amènent les agriculteurs à anticiper de meilleurs rendements et ces derniers parient sur la culture du maïs pour dégager le maximum d'activité. Les bonnes prévisions des agriculteurs et le plébiscite pour le retour aux grandes cultures céréalières devraient doper la croissance du secteur et accélérer le retour de la demande en machines agricoles.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ **Zambie : le gouvernement va taxer les exportations de maïs à hauteur de 10 %**

Le nouveau ministre zambien des Finances a annoncé dans son discours sur le budget 2017 que le gouvernement allait introduire une taxe à l'exportation pour le maïs de 10 %. L'objectif est à la fois de générer des revenus fiscaux pour le gouvernement dans un contexte tendu et de mettre un terme aux interdictions temporaires d'exportation de maïs qui sont régulièrement mises en place dans un objectif de garantir la sécurité alimentaire.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : l'Etat va céder 90 % du capital de la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT)**

Cette décision, annoncée le 30 novembre dernier, devrait permettre de rehausser la situation financière de la CIDT, de consolider la relance de ses activités et de redynamiser de façon générale la filière coton en Côte d'Ivoire. La CIDT avait déjà bénéficié d'un prêt de 29 M EUR de la Banque africaine d'import-export *Afreximbank* pour la campagne 2015. L'Etat espère augmenter la production de coton graine en fixant le kilogramme à 265 FCFA (0,4 EUR) pour la campagne 2016-2017, soit une hausse de 6 % par rapport à la campagne précédente. La production est passée de 300 000 tonnes en 2015 à moins de 200 000 tonnes en 2016, avec 113 000 producteurs contre 121 000 en 2015.

✉ manon.villeneuve@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : allègement des conditions de prêts pour les sociétés horticoles étrangères**

La banque publique *Development Bank of Ethiopia* (DBE) a redéfini sa politique de prêts en faveur des investisseurs étrangers du secteur de l'horticulture. Ceux-ci devront apporter 25 % du montant pour obtenir le financement des 75 % restants, contre 50 % auparavant. La DBE avait déjà assoupli ses conditions de financement pour les entreprises locales il y a un an, introduisant deux taux distincts : 50/50 pour les sociétés étrangères et 75/25 pour les entreprises locales, contre un taux unique de 70/30 auparavant. Cette nouvelle décision vise à préserver l'attractivité économique du secteur, important pourvoyeur d'emplois, et qui a rapporté 275 M USD en 2015/16 (0,4 % du PIB).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du Sud : Matshela Koko provisoirement nommé à la tête d'Eskom**

Matshela Koko vient de prendre de manière temporaire la tête d'Eskom. Cette décision a été approuvée par la ministre sud-africaine des Entreprises publiques sur recommandation du conseil d'administration d'*Eskom*. Elle fait suite à la démission de Brian Molefe en début de mois. Elle est motivée par l'expérience et la compréhension des défis dont fait preuve l'actuel responsable de la production d'*Eskom* selon la ministre qui a également demandé que le processus de nomination d'un PDG permanent soit initié.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : signature d'un accord de financement de 4,5 Mds USD avec la Banque industrielle et commerciale de Chine pour la construction d'un barrage hydroélectrique**

La centrale électrique afférente au barrage de Caculo Cabaça, situé dans le bassin du Moyen Kwanza, d'une capacité de 2 171 MW, sera construite par la *China Gezhouba Group Corporation* (CGGC). L'énergie qui sera produite est principalement destinée à être exportée vers les pays voisins (Namibie et Afrique du Sud). Le pays a également signé 25 accords de financement avec la banque de développement chinoise, pour la mise en place de 41 projets dans les domaines de la construction, de l'énergie et des transports.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : la ZETDC a annoncé qu'elle lancera les travaux du projet régional d'interconnexion d'électricité Zizabona début 2018**

Doté d'une subvention de 33 M USD de la Banque Africaine de Développement (BAfD), le projet entre le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie comprend la construction de nouveaux systèmes de transmission ajoutant 400 KW sur le corridor occidental et la rationalisation de l'utilisation des 600 MW générés par les centrales électriques de la région. Le coût total du projet, opéré par la compagnie de transport et de distribution d'électricité du Zimbabwe, est estimé à 220 M USD.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Anglo American se retire du capital d'Exxaro**

Afin de financer sa dette, le géant minier Anglo American a décidé de se séparer de ses actifs dans Exxaro Resources. 9,7 % du capital d'Exxaro devrait ainsi être vendu, permettant à Anglo American de récupérer 215 M d'USD. Après cette cession d'actifs, Anglo American n'aura plus directement de parts dans Exxaro Resources. Les 35 millions d'actions vont être cédées au prix de 87 rands l'unité (6 EUR), soit 10 % de moins que la valeur unitaire actuelle. Cette cession se fait parallèlement à celle effectuée par le partenaire local (BEE) d'Exxaro, Main Street 333, qui vend lui aussi 17 millions de ses parts. Après ces deux opérations, Exxaro devrait mettre en place un nouveau partenariat BEE.

📧 eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : rapport de l'agence de notation Fitch sur le secteur pétrolier**

Le Nigéria reste le plus gros producteur de pétrole d'Afrique mais la production a chuté de 25 % en 2016, en raison de problèmes de sécurité et de la fermeture d'un certain nombre de pipelines d'exportation. Fitch considère d'un œil positif le récent programme *7 Big Wins*, qui couvre la régulation du secteur, les projets *downstream* et *upstream*, la sécurité, la transparence et la gouvernance au sein des entreprises du secteur. Cependant, la loi sur l'industrie pétrolière est loin d'être adoptée, et la résurgence de l'activité rebelle dans le delta retarde son passage. Fitch ne croit pas que les accords conclus avec la Chine et l'Inde, prévoyant le paiement à l'avance des exportations pétrolières nigérianes, puissent atteindre les cibles annoncées.

📧 victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : bilan à fin juin 2016 du secteur de l'énergie

La production journalière de pétrole brut a atteint 45 196 barils à fin juin 2016, soit une hausse de 100 % par rapport à la même période en 2015. Cette progression est due à la mise en production de nouveaux puits. La production du gaz naturel a augmenté de 10 %, atteignant 234 975 MBTU par jour. Celle des produits pétroliers a baissé de 12 %. Les droits émis sur les produits pétroliers ont atteint 284 M EUR, soit une hausse de 38 %. Quant à l'électricité, la production totale s'est établie à 4 894 GWh (dont 87 % thermique et 13 % hydraulique), soit une hausse de 16 %. La production d'électricité thermique a nécessité l'achat de combustibles (gaz naturel et HVO) à hauteur de 195 M EUR. Au total, le secteur a enregistré un déficit de 566 000 EUR.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : signature d'un contrat entre une compagnie publique et Siemens

Siemens a signé le 1^{er} décembre avec la société publique *Sudanese Thermal Power Generating Company* (STPGC) un contrat de fourniture de 5 turbines à gaz, d'une capacité totale de 850 MGW, de 5 générateurs et de systèmes de contrôle. 3 équipements sont destinés à la centrale de Garri, dans la banlieue septentrionale de Khartoum, et 2 à Port Soudan. Des unités à vapeur, combinées, pourraient être fournies ultérieurement. Les 5 turbines, en cours de fabrication, 3 à Berlin et 2 à Saint-Pétersbourg, seront bientôt prêtes. Ces turbines SGT5-2000E peuvent utiliser du gaz naturel, du diesel ou du carburant lourd.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Guinée : l'UE reconnaît le rôle actif du pays dans la lutte contre la pêche illicite

L'UE a retiré le 29 novembre la Guinée de la liste des pays tiers non coopérants dans la lutte contre la pêche illicite. Le Président de la République a annoncé des sanctions contre les fonctionnaires qui auraient accordé des autorisations de pêches illégales à des entreprises notamment chinoises. Il a également déclaré l'obligation désormais pour tout opérateur étranger dans le secteur de la pêche d'avoir une installation à terre dans le pays.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : suspension de l'activité de l'usine de ciment de Dangote

Dangote Industries Limited a suspendu l'activité de son unique site de production en Tanzanie installé au sud-est du pays dans la région de Mtwara. L'entreprise conteste la décision du gouvernement d'interdire l'importation de charbon d'Afrique du Sud et de revenir sur certaines incitations financières accordées par l'ancien Président Kikwete. Inaugurée en août 2015, l'usine représente un investissement de plus de 500 M USD. Sa capacité de production est estimée à 3 M de tonnes par an soit - selon les sources - entre 30 % et 50 % de la production du pays. Il s'agit de la principale usine cimentière d'Afrique de l'Est et de la plus importante usine de Tanzanie avec plus de 1000 employés.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Afrique du Sud : lancement par Nedbank d'ATM interactifs nouvelle-génération

La banque sud-africaine Nedbank a annoncé l'installation d'un nouveau type de guichet automatique (ATM) dans sa succursale nouvelle-génération de Sandton à Johannesburg. Cet ATM à visée interactive permet notamment de mettre en relation vidéo directe les clients avec des conseillers bancaires à distance et d'effectuer des dépôts et retraits bancaires sans cartes, avec des mesures de contrôle précises (signature, projet d'utilisation des capacités biométriques). Première banque africaine à mettre en place ce nouveau dispositif ATM, Nedbank projette de l'étendre prochainement à de nouvelles succursales en Afrique du Sud (10 nouveaux guichets en attente d'installation).

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : construction au Cap d'un hôpital de pointe au cœur d'un futur parc médical

Le nouvel établissement du groupe hospitalier Netcare (52 hôpitaux en Afrique du Sud) ouvrira ses portes en décembre. Situé dans le quartier du port en pleine revitalisation, le bâtiment de 30 000 m² accueillera 248 lits, 11 blocs opératoires, 2 laboratoires de cathétérisme cardiaque, des services chirurgicaux et pédiatriques répartis sur 16 étages. La médecine procréative et nucléaire, la radiologie interventionnelle, et la chirurgie robotique seront aussi représentées. Conçu dans le respect des normes sanitaires et de sécurité internationale, le *Netcare Christiaan Barnard Memorial Hospital* atteindra une capacité de 375 lits grâce à une future expansion de 5000m², déjà prévue.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Life Healthcare annonce le rachat d'Alliance Medical

Life Healthcare, 2^{ème} groupe hospitalier d'Afrique du Sud, a annoncé l'acquisition du britannique Alliance Medical, spécialiste de l'imagerie moléculaire et de diagnostic. Après la Pologne et l'Inde, ce rachat négocié autour de 995 M USD (environ 939 M EUR) permettra au groupe d'augmenter la part des revenus réalisés à l'étranger de 4 % à 24 %.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

▼ MTN Nigeria a entamé les préparatifs pour son entrée en bourse au Nigéria

Selon *Quartz Africa*, MTN a rencontré cette semaine les dirigeants de la Commission des valeurs mobilières (SEC) pour évoquer l'introduction de l'opérateur téléphonique sud-africain au NSE. MTN pourrait émettre trois classes d'actions différentes ciblant plusieurs groupes d'investisseurs. Cette introduction en bourse est l'une des conditions de l'accord avec le gouvernement après que MTN n'ait pas désactivé plusieurs millions de cartes non-enregistrées. L'amende qui était initialement de 5,1 Mds USD avait été réduite à 1,7 Mds USD.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : accord-cadre entre AGS-Pro Archives Systèmes et NSIA Technologies pour l'archivage et la numérisation**

AGS-Pro Archives Systèmes et NSIA Technologies ont signé un contrat cadre pour l'archivage et la numérisation des dossiers clients de NSIA Assurances Vie. A cette occasion une salle moderne de numérisation a été installée dans les locaux d'AGS Côte d'Ivoire. L'ensemble des données seront stockées dans les serveurs du data center hautement sécurisé de NSIA Technologies à Abidjan. En tirant profit de ce partenariat gagnant-gagnant, des synergies sont envisagées dans les autres pays d'Afrique où sont implantés les deux Groupes en vue de faire converger leurs développements panafricains. L'objectif sera d'apporter une réponse innovante aux nécessités d'archivage et de numérisation des entreprises en Afrique.

✉ benjamin.guerin@mobilitas.org

▼ **Télécoms : l'indien Airtel bientôt banquier**

La branche africaine du groupe indien Bharti Airtel veut poursuivre son incursion dans le domaine des services financiers. Sa plateforme Airtel Money compte déjà environ 20 millions d'utilisateurs, soit 20 % de la base de clients de l'opérateur. Comme l'a fait sa maison mère en avril, Airtel, dirigé par le binôme constitué par Christian de Faria, président exécutif, et Raghunath Mandava, directeur opérationnel, souhaite acquérir des licences bancaires « partout où ce sera possible », tout en indiquant rester focalisé sur les marchés où il est déjà présent (quinze pays). Ces derniers mois, c'est la branche africaine du français Orange, qui a obtenu des licences d'émetteur de monnaie électronique au Sénégal, au Mali, en Côte d'Ivoire et en Guinée.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Ethiopie : intérêt de *China Merchant Holdings* pour acquérir 40 % de ESLSE**

L'entreprise publique chinoise *China Merchant Holdings* serait vivement intéressée pour acquérir 40 % de l'entreprise publique ESLSE (*Ethiopian Shipping and Logistics Services Enterprise*). L'estimation de la valeur d'ESLSE est en cours. Pour rappel, ESLSE détient le monopole du transport vers l'Ethiopie et la gestion tant de la flotte éthiopienne que des ports secs du pays. En 2015/16, ses bénéfices nets sont estimés à 1,29 Mds ETB (soit 53,9 M EUR).

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : 45 millions de passagers transportés par le tramway d'Addis-Abeba**

Depuis sa mise en service en septembre 2015 et sur les quatorze premiers mois d'activité, le *Light Rail Transit* (LRT) d'Addis-Abeba, premier tramway électrifié d'Afrique sub-saharienne, a transporté 45 millions de passagers et rapporté un revenu de 18 000 USD (400 000 ETB) par jour. Construit pour un montant de 485 M USD et financé à 85 % par un prêt de l'*Exim Bank of China*, le LRT est opéré pour deux ans (renouvelables) par la *China Railway Engineering Corporation* (CREC).

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Kenya : arrêt de la desserte Dar-Es-Salaam Nairobi par la compagnie Fastjet**

Après la mise en place d'une ligne entre Dar-Es-Salam et Nairobi il y a onze mois, la compagnie aérienne britannique à bas coût *Fastjet* a cessé de desservir ces deux villes. La faible demande est la première raison évoquée pour justifier la cessation de cette desserte.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un nombre de record de touristes attendu en 2016**

Selon les dernières estimations de *Statistics Mauritius*, le nombre de visiteurs à Maurice en 2016 devrait atteindre le nombre record de 1 270 000, soit une progression proche de 10 % par rapport à 2015. Pour 2017, le nombre de voyageurs attendu serait de l'ordre de 1 320 000. En 2016, en dehors de la Chine et de la Russie, presque tous les marchés étaient en croissance, en particulier l'Allemagne (+ 40 %), l'Inde (+ 16 %) et le Royaume-Uni (+ 10 %). Maurice bénéficie de la désaffectation des touristes pour certains marchés traditionnels comme la Tunisie, l'Egypte ou la Turquie. Le montant total des recettes touristiques pour 2016 est estimé à 1,4 Md EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : lancement du trafic au port autonome de Kribi annoncé**

Selon le Directeur général du port autonome de Kribi, le port serait prêt à accueillir les premiers bateaux avant la fin mars 2017. Les négociations contractuelles avec les opérateurs – notamment Bolloré et CMA CGM sur le terminal à conteneurs, et Necotrans sur le terminal polyvalent – seraient achevées. Les contrats devraient être paraphés d'ici le 25 décembre 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sao Tome : ouverture du nouveau centre commercial**

Fin novembre a été inauguré le plus grand centre commercial de l'île, le Supermercado Continental- São Tomé, en présence du ministre de la Défense et de l'Administration Interne Arlindo Ramos. Situé dans le centre de la capitale, l'édifice de cinq étages regroupe une centaine de boutiques alimentaires, de vêtements, d'électroménager, matériaux de construction, meubles et services divers. 70 emplois directs ont été créés. L'investissement, chinois, de 5 M USD, à l'origine de la création de ce centre suit la dynamique de relance de l'économie santoméenne.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Lancement de la Banque d'import-export du Ghana

La Banque d'import-export du Ghana a été lancée le 30 novembre par le ministre des Finances Seth Terkper, après la ratification du *Ghana Exim Bank Act* par le Parlement. Cette banque a pour objectif de développer et diversifier les exportations ghanéennes, aujourd'hui majoritairement tirées par les matières premières (pétrole, cacao, or). La compétitivité des entreprises est handicapée par le coût du crédit et les problèmes d'approvisionnement en électricité.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : baisse de la production de manganèse de la COMILOG

Fin septembre, la production de la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG) a atteint 2,4 millions de tonnes de manganèse, soit une baisse de 18 % par rapport aux trois premiers trimestres de 2015, du fait de conditions de marché « catastrophiques » au premier trimestre 2016, selon le président du conseil d'administration. Ce dernier a néanmoins annoncé une bonne perspective pour l'année à venir, au vu de la hausse des prix du manganèse (en moyenne supérieurs de 70 % par rapport à la moyenne du premier trimestre 2016). Est également prévue la rénovation du Transgabonais, chemin de fer permettant d'acheminer les minerais à Libreville via le port d'Owendo.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Sao Tome : la SATOCAO freine ses activités

SATOCAO, entreprise de capital franco-suisse, implantée depuis 2010 à Sao Tomé, est le premier producteur et exploitant de cacao de l'île. Grâce à une concession de 2500 hectares de terre par le gouvernement, elle a réhabilité des plantations abandonnées depuis 15 ans. En 2013, elle a investi 9 M EUR sur cinq ans afin de redynamiser la culture. Elle emploie 900 collaborateurs dont 99 % de santoméens. En 3 ans, les prix du cacao santoméen ont dépassé les cours mondiaux. Pourtant, faute de rentabilité, la société a licencié 300 personnes en octobre dernier. Les négociations entre les syndicats des travailleurs et le Premier ministre ont permis la suspension de la vague de licenciements mais plusieurs exploitations ont déjà été fermées.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Congo : visite du directeur Afrique du FMI à Brazzaville

Le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI) a effectué une visite de travail à Brazzaville où il a été reçu par le Premier ministre et le ministre des Finances le 6 décembre. Cette première prise de contact depuis la mission de travail qu'a effectuée une délégation du FMI, du 25 octobre au 7 novembre 2016 au titre de l'article IV, a été l'occasion d'approfondir les discussions sur les politiques économiques congolaises. Pour mémoire, le Conseil d'Administration du FMI devrait examiner le rapport de ses services en janvier 2017.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : une mission du processus de Kimberley séjourne au Cameroun du 5 au 10 décembre 2016

Cette mission, la toute première depuis l'adhésion du Cameroun au processus le 14 août 2012, a pour objectif de s'assurer de la conformité du Cameroun aux exigences du processus. La mission effectuera des descentes sur les sites de production de diamants et procédera à une évaluation des activités du système (artisans miniers, collecteurs, bureau d'achats).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

